

PERMANENT MISSION OF PORTUGAL TO THE UNITED NATIONS

DISCOURS PRONONCE

par

S. E. MADAME MARIA DE LOURDES PINTASILGO PREMIER MINISTRE DU PORTUGAL

à la xxxiv assemblee generale des nations unies Fundação: Guidar 107 Futuro

Monsieur le Président,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous féliciter pour votre élection à la Présidence de cette Assemblée Générale.

Nous connaissons bien votre prestigieuse carrière, votre ex périence et votre sagesse, car mon pays a eu, ces dernières années, l'honneur et le plaisir de travailler et de collaborer avec vous. Nous sommes donc particulièrement heureux de pouvoir compter, dans l'exercice de vos nouvelles fonctions, avec l'intelligence de votre conseil et de vos hautes connais sances. Votre élection représente aussi l'expression du respect et de la considération de la communauté internationale à l'égard de votre pays, auquel le Porquell est lié par des rapports d'amitié et de solidarité que je suis heureuse de réaffirmer ici aujourd'hui.

Notre reconnaissance et notre hommage s'adressent aussi à votre prédecesseur, l'Ambassadeur Indalecio Lievano, qui a témoigné dans l'exercice de ses fonctions, une fois de plus, de ses qualités de diplomate et d'homme d'Etat.

Je souhaiterais aussi évoquer à présent la mémoire du Président Agostinho Neto, d'Angola, dont le récent et inattendu décès a rendu plus pauvre l'Afrique et la famille des nations qui s'expriment en portugais.

En lui rendant aujourd'hui un hommage sincère je m'associe au deuil du peuple angolais qui saura, j'en suis certaine, poursuivre l'oeuvre de consolidation nationale que le Président Neto était en train d'accomplir avec lucidité et détermination.

Monsieur le Président,

Je m'adresse à cette Assemblée avec la conscience très nette qu'elle se déroule au seuil des années 80, et qu'un tel fait est lourd de sens.

Ical Bolançaior Childat Otre Unisidérés comme de simples conventions inscrivant des dates dans la routine de la continuité.

Ils peuvent être aussi la rupture de cette même continuité.

Mais ils peuvent être jalons qui nous interpellent, face à la nouveauté des instants, à l'irruption de l'histoire inédite, au devenir que l'action des hommes et des peuples façonne et crée.

Ils nous stimulent à envisager de nouvelles frontières, à utiliser de nouvelles méthodologies et à nous libérer du poids des sédiments accumulés.

Ils sont ainsi une invitation à concevoir des alternatives viables et à choisir courageusement celles qui servent tous les hommes et l'être humain dans toute sa dimension.

Ils sont un défi à l'inconformisme et à l'imagination, une fois épuisées les lignes découlant de la projection d'un passé déjà vécu où prennent corps des interrogations et des perplexités, face à l'inconnu.

Fundação Cuidar o Futuro

Avec l'approche des années 80 le futur nous envahit. Il secoue le présent dans lequel nous sommes installés, il nous pose des questions sur les pas laissés dans l'Histoire, et il nous demande sans complaisance quelle est la destinée que nous prévoyons et que nous préparons.

La rencontre avec les années 80, est ainsi la rencontre décisive avec la possibilité de façonner un projet commun de toute l'Humanité.

Nous envisageons l'ordre du jour de cette session de l'Assemblée Générale dans cette perspective. L'ordre du jour couvre, il est vrai, des points qui sont discutés depuis longtemps. Si nous n'avions pas devant nous la gravité des situations auxquelles ils ont trait, nous pourrions presque dire que l'Assemblée Générale s'attarde dans l'autosatisfaction, et dans un cérémonial de répétition d'intentions et de préoccupations. Mais nous savons qu'il n'en est pas ainsi:

D'un côté, l'apparente froideur des points de l'ordre du jour reflète la pudeur de la communauté que nous formons, Fundação Cuidar o Futuro face à la tragédie de notre propre condition humaine et à l'immense difficulté d'y faire face d'une forme créatrice.

Sous chaque point de l'ordre du jour se cachent des realités humaines -- des personnes, des groupes, des nations du monde entier -- qui dépassent l'épaisseur de l'apareil bureaucratique qui dans tous les systèmes tend à neutraliser ce qui est vivant et vital.

D'autre part, l'Assemblée Générale est aujourd'hui en mesure de poser d'une façon radicalement nouvelle de

vieilles questions, et aussi de soulever des problèmes que le temps a oubliés.

événements qui se sont accumulés, et que l'Assemblée Générale n'a pas cessé d'analyser en donnant forme à des résolutions qu'elle a adoptées. La question que nous pouvons nous poser, aujourd'hui, est celle de savoir si l'impact de l'Organisation comme libre association d'Etats souverains, comme instance politique ultime sur le plan international, se fait sentir uniquement dans les termes exponentiels de la croissance des déclarations, des résolutions, des conventions et des mécanismes institutione que nous pouvons nous poser, aujourd'hui, est celle de savoir si l'impact de l'Organisation comme libre association d'Etats souverains, comme instance politique ultime sur le plan international, se fait sentir uniquement dans les termes exponentiels de la croissance des déclarations, des résolutions, des conventions et des mécanismes institution des résolutions. O Futuro

C'est notre conviction profonde que les efforts cumulatifs des différentes actions passées des Nations Unies se traduisent aujourd'hui dans un saut qualitatif du fonctionnement du système et, ce qui est le plus important, de la conscience solidaire de la communauté mondiale.

L'Assemblée Générale, nous le croyons, est en mesure de fonctionner à la fois comme lieu de cristallisation de ce qui est acquis et comme manifestation, encore tâtonnante, mais déjà visible, d'une nouvelle expression de la solidarité mondiale.

Pour que cela apparaisse dans toute sa clarté il est bien indispensable qu'y puissent convergir les aspirations des masses populaires du monde entier, la conscience rigoureuse de la solidarité qui unit les hommes et les peuples, et la décision qui doit inspirer les dirigeants politiques dans leur tâche au service des peuples et de la paix entre les nations.

Monsieur Fundação, Cuidar o Futuro

A l'aube des années 80, il me semble important d'énnoncer, quoique de façon sommaire, ce qui apparait comme le sédiment de la décenie 70, dans le cadre du système des Nations Unies. Ce faisant, je laisse délibérément de côté de nombreux points de l'ordre du jour qui mériteraient, à eux seuls, une intervention en Plénière. La délégation de mon pays ne manquera pas de s'y reporter dans les commissions respectives.

Je remarque, entre autres, la situation à Chypre et en Asie du Sud-Est, les propositions de création de zones dénucléarisées en Afrique, au Moyen Orient et en Asie du Sud; les premiers pas en vue de l'établissement d'un nouvel ordre international dans le domaine de l'information; la convocation de la Conférence Mondiale du Désarmement; ainsi que toutes les questions ayant trait à la condition de la femme, en particulier la préparation de la Conférence Mondiale de 1980, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la Femme, et l'élaboration d'une convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

permis de rappeler que l'indéniable progrès atteint dans le monde en ce qui concerne l'accès de quelques femmes à des postes-clé politiques, ne doit pas nous faire oublier qu'une immense majorité de femmes est encore très loin de pouvoir contribuer, en pleine égalité de droits et d'opportunité, à la création de nouveaux modèles de vie et de société, dont le monde a tant besoin.

A la fin de cette période de dix ans, nous sommes amenés à envisager notre adhésion à la Charte des Nations Unies non tant comme une affirmation de principe rigide et immuable (et par là abstraite, et sans prise sur le réel) mais plutôt comme un code de conduite enrichi, dans son interprétation, avec les élements de l'expérience vécue et l'élaboration théorique des années 70.

Nous estimons qu'à chaque étape de l'histoire des relations internationales, de nouveaux de droits, et de devoirs correlatifs, de même que des normes de comportement chaque jour plus nettes, prennent corps, pour donner une vigueur rehbbie de comportement corps pour donner une principes affirmés par la Charte.

Dans les années 70, de profondes transformations dans l'ordre social et économique régnant entre les peuples, ainsi que le caractère insolite de beaucoup de conflits, ont montré que le code de conduite contenu dans la Charte lie indissolublement toutes les nations, grandes ou petites, puissantes ou faibles, amenant les unes à reconsidérer la faiblesse de leur force, et d'autres à mesurer la force de

leur faiblesse.

Dans ce contexte, la Déclaration relative aux principes du Droit International concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats, en conformité avec la Charte des Nations Unies, (Res. 2625 (XXIX)) ainsi que la Charte des Droits et Devoirs Economiques des Etats (Res. 3281 (XXIX) sont des exemples clairs de l'enrichissement du code de conduite que la Charte permet.

La préoccupation croissante dans tous le système, et l'expérience des dernières années, tendant à transformer les positions antagoniques en plateformes de concertation permettant la négociation par le dialogue et la clarification mutuelle, ont conduit, graduellement, au remplacement de ce que l'on peut appeler la tyrannie du vote par la pratique, pleine de sagesse, du consensus.

Ce qui est en cause dans une telle évolution c'est le passage graduel de l'empire de la Théorie Juridique à la pratique de la solidarité. Monsieur le Président,

A travers les efforts ayant en vue la concertation, les années 70 nous ont laissé, dans le cadre des Nations Unies, un profil plus net de ce qu'on peut appeler les questions politiques.

En effet, deux organes fondamentaux du système sont étroitement liés à l'Assemblée Générale, et sont tous les deux des sources de questions politiques: le Conseil de Sécurité et le Conseil Economique et Social.

Le premier est le siège statutaire de l'évaluation des rapports de force dans le monde, et des tentatives, toujours le proper contraver conflits. Il est facile de vérifier que les grandes questions qui ont été soulevées au sein du Conseil de Sécurité, auquel mon pays à l'honneur d'appartenir, concernent non seulement la dimension proprement politique des événements, mais aussi la grande problématique mondiale de l'injustice sociale et des conditions d'existence infrahumaines d'une grande partie de l'humanité.

Parallèlement, si le Conseil Economique et Social

s'occupe d'une façon spécifique des questions relatives à l'économie, à la science, à la culture, à l'information — bref, au social, dans son acception la plus élargie — ces questions là on ne peut pas non plus les considérer comme des questions non-politiques.

La résolution 197 (XXXII) de l'Assemblée Générale, qui a demandé aux agences spécialisées du système la mise en oeuvre immédiate des résolutions de l'Assemblée Générale, ne laisse aucune ambiguité.

Les problèmes d'ordre économique, social et culturel ont une dimension politique que seule l'Assemblée Générale est compétente pour apprécient o Futuro

Les affirmations que je viens de faire ne sont pas le résultat d'une interprétation donnée au "politique" à l'intérieur du système des Nations Unies, ni d'une politisation inadéquate de tout le système.

En effet, la décennie qui vient de s'écouler a confirmé sans équivoque que l'indépendance économique et l'indépendance politique sont liées d'une façon extrêmement intime et profonde.

Dès la prise de conscience des pays producteurs de matières premières qui se sont rendus compte de façon dramatique que leur indépendance économique était aussi le seul garant de leur indépendance politique, jusqu'à l'affirmation de l'indépendance économique des pays que l'industrialisation semblait rendre invulnérables du point de vue politique, une évolution très profonde a eu lieu.

La liaison entre ces deux vecteurs va si loin que nous pouvons légitimement nous demander sur quel critère se fonde aujourd'hui la véritable indépendance. Serons-nous déjà dans une étape d'échange économique transcendant l'Etat-Nation en représentation en représentation en le cas échéant quelle sauvegarde peut l'Etat-Nation trauver pour assurer sa propre autonomie, la liberté de ses choix et de ses options?

Entourés par des situations chaque jour plus enveloppantes nous sommes pris par des modèles qui ne nous sont pas familiers et par des aspirations qui nous viennent d'autre latitudes. Le grand défi auquel nous devons faire face est celui de sortir du réseau de relations chaque jour

plus complexe et même contradictoire que le "marché mondial" implique, en liant politiquement les Etats les uns aux autres, tout en affirmant l'autonomie de chaque peuple.

Ce que je viens d'affirmer a un rapport étroit avec un autre sédiment important de la décennie 70: le vide politique de la science et de la technologie devient évident quand celles-ci ne sont pas mises au service du développement, quand elles ne contribuent pas pour la bonne entente entre les hommes et pour leur bonheur.

Le véritable potentiel des transformations se trouve Fundação Cuidar o Futuro dans la relation entre l'homme et son environnement naturel et culturel, avec son espace et son Histoire. C'est à ce niveau-là que l'on peut soulever des barrières empêchant l'imposition d'un modèle unique et que l'on peut surtout y créer les expressions de culture, (c'est-à-dire des modes de vivre et d'être, avec la force nécessaire pour stimuler des technologies plus adéquats), les systèmes économiques plus fléxibles, l'affirmation d'une souveraineté à la fois

plus rigoureuse et plus tolérante.

Un tel processus de développement n'est pas toutefois compatible avec les limitations économiques souvent
imposées de l'extérieur et allant jusqu'à fixer des taux
d'inflation, de chômage, voire le degré de l'augmentation
de la richesse nationale.

Des contraintes de ce type créent au sein de régions larges du globe, ou dans la vie d'un peuple, la fixation irréversible à moyen ou à long terme de types bien définis d'activités scientifique, technique, commerciale, en empêchant ces activités de se placer au service d'un peuple ou d'une publication du develou d'une peuple cou d'une commerciale, en loppement lui-même. C'est pour cela que l'on peut dire aujourd'hui que la science et la technologie sont souvent le choval de Troie d'une domination déguisée.

La science et la technologie peuvent en effet véhiculer une certaine rationalité permettant un langage commun; mais elles peuvent aussi provoquer la désintégration du tissu social. Pour qu'elles deviennent des outils d'un véritable développement, il est nécessaire de procéder à la

desaliénation du travail scientifique et technique qui, par une conception irréaliste de "pureté" scientifique, se soustrait, maintes fois, aux mouvements sociaux du monde dans lequel il s'insère.

Le renforcement des valeurs culturelles est aujourd'hui la ligne par où passe nécessairement toute stratégie d'une véritable indépendance nationale. Ceci n'est pas envisagé uniquement dans la sauvegarde légitime de la souveraineté de chaque peuple, mais surtout, dans la défense d'une communauté mondiale plus riche dans sa diversité et plus capable de faire face aux problèmes avec la contribution droppe à Chapule culture est à chaque peuple.

C'est à ce niveau-là qu'il faut situer, à l'intérieur du système des Nations Unies, l'oeuvre systematique des agences specialisées et d'une façon toute particulière de l'UNESCO à laquelle je me trouve personellement associé en tant que membre du Conseil Exécutif.

Le développement que nous cherchons pour tous les peuples est en effet un développement endogène. Il ne s'agit pas d'un développement en vase clos, dans la recherche d'une

quelconque racine mythique qui subitement donnerait
naissance à une nouvelle science et à une nouvelle technologie. Loin de là. Il s'agit du respect à l'égard du
ritme de croissance de cchaque région, il s'agit en effet
du rendement optimale des matières premières, de la perception
des correlations entre l'homme et la nature, entre le présent
et l'histoire faite ou encore à faire. Il s'agit de la
capacité d'une société de faire face, d'une façon dynamique,
à sa propre évolution historique par le biais de sa culture,
de ses techniques et de ses propres matériaux. Bref, il
s'agit de la voie originale de chaque chemin historique.

Fundação Cuidar o Futuro

Un rapport plus net se dégage finalement, en cette fin de décennie entre les droits des individus et les droits des peuples.

Les droits des individuos constituent le fondement de l'ordre interne des Etats. Ils ont trait à la liberté et aux garanties fondamentales de la personne humaine, à l'information objective et à la capacité de jouissance des liens culturels et de participation à leur création. Ils ont trait surtout à la possibilité donnée à chaque individu de choisir son destin, d'écrire sa propre histoire, d'exprimer sa pensée, d'ajouter au monde qu'il a trouvé l'apport personnel qui constitue la culture dynamique, c'est-à-dire, le droit d'être différent et d'exprimer cette différence; le droit à la vie comme bien fondamental et à la satisfaction des nécessités de base.

Ces droits ne sont pas toujours satisfaits en tout lieu et tout temps. Ils sont liés aux droits des peuples.

Droit inaliénable de souveraineté — tel qu'il a toujours fété de conforter froing mais également, et surtout, sur les ressources naturelles et le patrimoine culturel qui les caractérisent. Droit à établir une stratégie de développement, le contour politique de ses choix et les limites de leur action.

Droit de chacun à ne pas être un simple élément subalterne que les circonstances puissent lier à des puissances plus fortes, mais à être considéré comme partenaire de plein droit sur le plan international.

../..

Comme paraît inutile l'effort de ceux qui, au sein de chaque société, travaillent et luttent pour un avenir meilleur qu'ils ont rêvé et qu'ils chérissent, et qui se voient être l'objet d'un jeu d'échecs dont ils ignorent les règles ou sur lequelles ils n'ont pas de prise!

C'est dans ce contexte que surgit, avec tout son illogisme, la course aux armements. Face à un monde desordonné, ce sont des questions de simple survivance plus encore que des questions d'ordre moral que le désarmement exige.

Soyons clairs: il n'y a pas de stratégie de développementuração amées do lqua Editubratible avec
l'actuelle politique de la course aux armements. Dans ces
conditions, ou bien la plus grande partie des ressources
financières, scientifiques et techniques sont "déviées" pour
la solution des problèmes du développement ou l'équilibre
et le nouvel ordre mondial ne seront que des mythes. Le
désarmement ne peut pas non plus être envisagé comme une
pieuse intention qui empêcherait l'éclosion d'une guerre
mondiale.

De nos jours, la course aux armements provoque elle-même la guerre. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale jusqu'à ce jour, plus de 125 guerres ont eu lieu dans le monde, affectant directement plus de 60 pays, et, d'une façon indirecte, plus de 80. Il faut tenir compte de ce que ces guerres partielles n'ont fait que perpétuer un système où le recours à la violence est une donnée permanente.

C'est pourquoi le Portugal, tout en respectant scrupuleusement ses alliances, souhaite et défend tous les efforts ayant en vue un désarmement global et contrôlé.

Bien sûr, nous reconnaissons la compléxité et la difficulté des négociations de désarmement, et n'oublions pas non plus, le légitime droit des Etats à assurer leur sécurité. Nous proclamons toutefois l'impératif moral — et pragmatique — de créer l'esprit et les mécanismes susceptibles de remplacer l'hostilité latente qui sépare aujourd'hui de vastes régions du monde, par une atmosphère de confiance et de respect mutuels. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mettre au service du progrès humain la large part des moyens techniques et financiers que, de nos jours,

l'industrie des armements mobilise.

Dans cette perspective, mon pays se réjouit des négociations SALT entre les Etats-Unis et l'URSS, négociations dont la continuité et l'élargissement pourront constituer un pas important vers une réelle détente internationale Parallèlement, le Portugal attache une particulière signification aux initiatives ayant pour but l'établissement de systèmes régionaux de sécurité, telle la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Fundação Cuidar o Futuro

La conscience de la compléxité croissante de la lutte pour les droits des peuples -- de tous les peuples -- nous oblige à mentionner avec une particulière inquiétude la situation au Moyen Orient.

Lié par l'histoire et par la culture aux peuples de cette région, mon pays a, à plusieurs reprises, souligné la necessité de trouver une solution globale, juste, et durable, qui garantisse à tous les Etats qui en font partie, le droit à exister et à vivre en paix, à l'intérieur de fron-

tières reconnues et respectées; qui conduise au retrait d'Israel des territoires occupés depuis 1967, aussi bien qu'au démantèllement des colonies de peuplement qu'Israel a créées; et qui assure enfin la concrétisation effective des légitimes droits nationaux du peuple palestinien, injustement fracturé par une "Diaspora" si souvent tachée de sang, de persécution et de désespoir.

Le Portugal, qui préside à la Commission créée par le Conseil de Sécurité pour enquêter sur les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires arabes occupés, voudrait laisser ici un clair témoignage de la croissante anxiété et me agrée de la croissante le Peuple Palestinien se bat pour la reconnaissance de son inaliénable droit à créer une patrie dans laquelle il puisse vivre librement, et jusqu'à ce prenne fin sa présente condition, inacceptable pour la conscience de la communauté internationale.

Parmi les différentes tâches que les Nations Unies

se sont assignées en vue d'assurer l'exercice effectif des droits fondamentaux des peuples, la décolonisation et la défense du droit à l'autodétermination ont occupé une place de la plus grande importance, mettant à jour les potentialités de leur capacité d'intervention morale. Certaines situations coloniales persistent quand-même, qui mettent en jeu la stabilité internationale et qui constituent un défi à la conscience des nations.

Telle est la situation en Afrique Australe où en Namibie et au Zimbabwe, persistent encore des systèmes politiques illégaux qui non seulement empêchent les populations respectivelle de la control de la l'autodétermination, mais sont aussi à l'origine d'attaques condamnables contre des pays voisins auxquelles nous attachent d'étroits liens de solidarité.

Le Couvernement portugais éspère que les efforts diplomatiques entrepris dans le cadre des Nations Unies en vue de mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie pourront dans un proche avenir, mener le territoire à l'indépendance, dans le respect intégral de son unité et de

son intégrité territoriales, et de la volonté, librement exprimé, de toutes ses forces politiques.

Pour avoir connu, au cours de notre propre douloureuse expérience en de circonstances comparables, le cycle
dramatique et négatif de l'intransigeance politique, nous
avons l'espoir que l'actuelle Conférence de Londres trouvera
une formule capable de restaurer la légalité, de défendre
équitablement les divers intérêts légitimes en jeu, et de
restituer au peuple du Zimbabwe le droit d'exprimer librement
sa volonté sans d'injustes tutelles de la part de minorités
internes.

Fundação Cuidar o Futuro
un autre aspect negatif de la situation existante

dans la région est mis en évidence par le système de

l'apartheid, dont la persistance vient de nous être prouvée
une fois de plus par l'établissement d'un nouveau bantoustan,
significativement reconnue par ses seuls auteurs. Le

Portugal, dont le peuple a toujours réjeté toute forme de
discrimination fondée sur la race, réitère fermement sa
condamnation de cette pratique politique et sociale qui constitue une offense à la conscience universelle et un obstacle

au progrès de l'humanité.

tions du Timor Oriental.

Un autre peuple, celui du Timor Oriental —

celui-ci directement lié, par l'Histoire à mon pays continue

de se voir refuser le droit légitime à l'autodétermination.

Malgré plusieures condamnations par les Nations Unies, malgrés les résolutions approuvées par cette Assemblée et par

le Conseil de Sécurité, le peuple du Timor Oriental n'a pu,
jusqu'à présent exercer effectivement ce droit et le Portugal,
en tant que puissance administrante, n'a pas pu, à lui seul,
renverser la situation injuste créé dans le territoire.

Nous lançons donc un appel à la conscience internationale
Fundação Cuidar o Futuro
pour que soient rapidement réunies les conditions qui permettront la normalisation progressive de la vie des popula-

Parallèlement à la reconnaissance des droits fondamentaux des peuples, sous leurs différentes formes, un impératif se dégage clairement: celui de créer et de consolider le droit capable d'exprimer, en des termes équitables et

../..

légaux, l'actuelle interdépendance des nations en ce qui concerne l'utilisation et la défense des facteurs écologiques et des ressources physiques de l'humanité.

L'inclusion dans une future Convention relative au Droit de la Mer de principes comme celui du "patrimoine commun de l'humanité" et d'un système d'exploitation d'une zone maritime importante sur la base de ce principe; recherche de solutions juridiques visant une plus juste redistribution, à l'échelle mondiale ou régionale, des ressources naturelles biologiques ou non, constituent des précédants significatifs pour l'avenir des normes régissant les relations internationales et un pas positif en direction de l'établisse-FUNDAÇÃO CUIDAR O FULURO ment d'un nouvel ordre mondial. C'est dans cet esprit que le gouvernement portugais, décidé à contribuer par tous les moyens à sa disposition à l'établissement d'un ordre maritime plus juste, a proposé que Lisbonne devienne le siège d'une des institutions prévues par la future Convention.

Monsieur le Président,

La réflexion sur ce que nous a été transmis au long des années 70 nous permet d'envisager, avec espoir, la prochaine décennie de 80.

La grande tâche de ces années est, quant à nous, la création d'un nouvel ordre international qui puisse transcendre une dimension exclusivement économique et politique, pour se placer aussi sur le plan social, culturel et de l'information. Il ne s'agit pas d'une re-organisation plus ou moins technocratique des systèmes d'échanges économiques et commerciaux entre les nations. A ce niveau il serait urgent de decouvrir des attitudes mentales osées et imaginatives et des transformations de structure, capable d'intégrer des facteurs que l'époque de la domination de l'idéologie de l'industrialisme a laissé de côté.

Sur deux fronts de telles attitudes et de telles transformations semblent être nécessaires.

Il s'agit, en premier lieu, de découvrir des nouveaux

ment à certaines idées, généreuses à court terme, mais
malthusiennes à moyen terme, nous croyons que la contribution specifique des pays riches et hautement industrialisés
est aujourd'hui indispensable à l'évolution de l'humanité.

Comme la machine à vapeur est à la base d'une nouvelle
compréhension des phénomènes de l'énergie et du travail, de
même aujourd'hui il nous faudrait — non pas nécessairement
la découverte materielle de quelque chose de nouveau — mais
la perception conceptuelle d'une matrice humaine de rapports
socio-culturels et la décantation des acquisitions plus signiFundação Cuidar o Futuro
ficatives de l'époque de l'industrialisation.

Une telle matrice suppose l'abandon de l'égoisme institutionalisé et la recherche deliberé d'objectifs sociaux et culturels qui puissent se placer sur un plan différent de celui de la seule croissance économique.

Nous sommes profondément convaincus que c'est là que se situe la contribution vitale que les pays riches peuvent donner au monde, dans cette phase de civilisation où nous nous trouvons. Certains mouvements, bien que relati-

vement marginaux, soit dans le domaine technique (en particulier dans celui de l'énergie), soit dans le domaine des rapports humaines (surtout les mouvements feministes) nous indiquent déjà cette direction. Il faut mettre en relief les découvertes de nature humaine et sociale, par delà celles de la science et de la technique.

Pas moins radical ni moins exigeant devra être le changement d'attitudes que le Nouvel Ordre Economique
International suppose de la part des pays pauvres. Nous devrons phercher une plus grande dapacité de dialogue, sans manquer de fermeté dans la défense de positions justes; nous devrons choisir un pragmatisme sain qui ne soit, au départ, limité par le radicalisme verbal dans lequel s'évanouit tant de fois notre impuissance. Nous devrons surtout re-decouvrir qu'un ordre plus juste ne depend pas seulement de la tolérance, de la compréhension et des "concessions" des riches, que chaque pays pauvre prétend, à sa façon, gagner pour lui, mais de la clarté de nos intentions, des conquêtes irréfutables

../..

que nous ayons su faire chez nous.

Nous aurons perdu toute capacité de dialogue au sein de la communauté des nations quand, en parlant d'un nouvel ordre international plus juste, nous serons en train de bâttir un ordre intérieur plus injuste.

Nous pouvons dès maintenant affirmer que l'expression si fréquemment utilisée de solidarité mondiale traduit une nouvelle sensibilité par rapport à la ""coopération internationale" et implique un nouveau type de liens entre les peuple Fith da Gago Caudar o Futuro

Il est temps de mettre un terme à l'injustice de ne pas saisir les vastes capacités créatrices de tant de peuples qui, végétant au niveau de la survivance, sont encore loin de pouvoir profiter du patrimoine des connaissances intelectuelles, scientifiques et technologiques de l'Humanité.

Pour avancer vers des buts de développement humain, de paix, de sécurité et d'équité économique, nous ne pouvons pas oublier la difficile réalité objective qui, dans ses

diverses expressions, constitue le monde concret et divisé de nos jours; ni, non plus, manquer de constater que la Communauté des Nations se trouve encore éloignée, dans l'esprit, la pratique et meme dans les intentions, d'un quadre, même modeste, de bonne volonté. Mais si, et nous le savons bien, de peu peuvent valoir ici des idéalismes excessifs, nous considérons cependant qu'il existe un large et possible champ de convergeance d'intérêts et de profits, qui pourra permettre, dans un climat de flexibilité et de transactions, commencer à donner corps aux légitimes aspirations d'une vie internationale plus juste et plus structurée. Fundação Cuidar o Futuro C'est précisément cette tâche décisive que la présente période semble imposer aux Nations Unies. Evitant l'isolément ou la radicalisation, il leur faudra créer les mécanismes de rencontre et de discussion, perfectioner les systèmes et les principes qui puissent les structurer et leur donner une force concrète, dinamiser et mettre d'accord les volontés politiques qui rendent possibles leur progrès, procéder à

l'examen critique des modèles de developpement présents ou

../..

proposés.

Il échoit ainsi à l'Organisation des Nations
Unies d'accepter le défi de cette nouvelle période, sous
peine de se marginaliser et de devenir impuissante face à
la tâche historique qu'aujourd'hui s'ouvre à la lucidité et
à la sagesse des nations.

La ligne du consensus, bien que difficile, n'est pas irréalisable, car -- les uns et les autres le savent, avec clarté -- l'alternative n'est ni moralement limpide, ni tranquilisante. C'est pour cela que la conscience de la nécessité d'un nouvel ordre international -- politique et économique, social et culturel -- bien qu'à ces débuts, gagne de l'ampleur. Et malgré qu'il s'agisse d'un objectif lointain, aux bords presque de l'utopie, nous ne devrons pas l'abandonner ou renoncer à lui: d'autres batailles aussi, initiées par cette organisation -- comme la décolonisation -- semblaient au début impossibles ou insensées, à peine un peu plus que de simples paris sur l'avenir.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement un changement de notre mode de vie, à tous, ni seulement un nouveau pragmatisme dans les rapports entre peuples et pays, ni même une simple stratégie respectable de survivance internationale. Il s'agit surtout du besoin imperatif d'ensemble, patiemment, dessiner avec fraternité et à la lumière de notre condition humaine, le visage moral qui manque tellement dans les rapports entre les nations.

Dans ce visage l'on pourra alors retrouver le profil de l'homme des temps nouveaux, capable de justifier l'espoir de la construction d'un nouveau moment dans la civilistique de Cuidar o Futuro

Il n'est donc pas possible de parler en termes mondiaux sans affirmer explicitement l'homme singulier. C'est lui qui est le principe et le but de tout developpement, de tout acte culturel, de toute conception politique. La caution des libertés de chaque homme n'est plus un problème limité pour devenir un problème mondiale.

Je viens d'un pays pauvre et petit, d'un pays qui depuis le 25 avril 1974, lie indissolublement les libertés de chaque portugais à la solidarité active avec tous les peuples du monde.

Ils se perdent dans la distance les siècles où le Portugal a vécu cette solidarité de par les mers et de par les continents. Aujourd'hui, dépassées les ambiguités de l'Histoire, c'est dans sa vie quotidienne, dans l'espare et à la place qui est la sienne, que mon pays vit, experimente et construit sa part de la nouvelle solidarité mondiale encore en gestation. Ce n'est donc pas étonnant que l'un de ses poêtes contemporains exprime ainsi métaphoriquement les liens qui unissent le peuple portugais à l'humanité entière. Permettez-moi, Mansieur le Président, en conclusion, Fundação Cuidar o Futuro que je le cite comme un témoignage et comme un voeu:

"Mon village est tout un monde.

Le monde entier m'appartient.

C'est là où je me rencontre et me confond

avec des gens de partout

car j'appartient à tout le monde.

Le soleil illumine mon village de plusieurs angles. Nouvel angle, nouvelle idée, d'autres degrées, d'autres raisons. Car les hommes de mon village Se comptent par centaines de millions."/.

Merci, Monsieur le Président.